

sont inclus dans l'accord sont : Barbades, Belgique, Congo, Croatie, Chypre, France, Allemagne, Guernesey, Italie, Koweït et Lesotho.

Des amendements ont été apportés au Budget 2018 indien pour élargir la définition de domiciliation fixe et d'inclure le concept d'un apport

Etats-Unis qui n'ont pas participé le MLI ; ceux qui ont exempté l'Inde de l'accord signé en juillet dernier, dont Maurice, la Chine et l'Allemagne ; ceux qui n'ont pas opté pour appliquer le MLI dans leurs traités et ceux qui ont exclu une forte présence économique.

Pour Maurice, la signature un prolongement de l'accord pour amener environ 2.500 traités fiscaux à travers le monde. « C'est la manière la plus efficace pour s'attaquer à ces obstacles fiscaux de manière globale, car les logistiques nécessaires sont de nature complexe. Il y a consensus parmi les experts qu'à l'ère de la fiscalité moderne, le fondement

économique », explique-t-on. Le BEPS est une série de mesures relatives aux conventions fiscales pour actualiser les règles fiscales internationales et réduire les possibilités de déviation fiscale par les entreprises multinationales. « L'adoption de cet instrument

juridictions contribuera à garantir une mise en œuvre cohérente du projet BEPS, gage d'une certitude et d'une prévisibilité accrues pour les entreprises et d'un meilleur fonctionnement du système fiscal international au bénéfice des citoyens », estime l'OCDE.

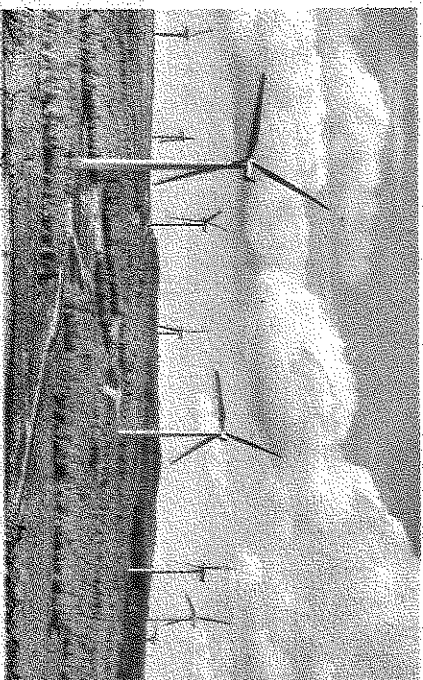
## COOPÉRATION

# La COI vise la création d'un réseau sur les énergies durables

KAMLESH BHUCKORY  
kamlesh@definmedia.info

Organisations écologiques, fonds d'investissements et gouvernements le confirment. L'heure est à l'énergie renouvelable. A cet effet, la Commission de l'Océan indien (COI) tient son premier forum régional des énergies durables. Rendez-vous est pris du 28 au 30 mai 2018, à l'hôtel Ravenala Attitude, Balachava.

«Ce rendez-vous, qui bénéficiera du soutien de l'Agence française de l'environnement de la maîtrise de l'énergie ambitionne de créer un réseau de partenaires de la région et au-delà pour partager les dernières avancées sur l'état de l'art ainsi que des pistes de réflexion », fait ressortir la COI dans un document expliquant



Les fermes éoliennes sont en essor à Maurice et dans le monde.

les objectifs du forum. Les pistes portent, entre autres, sur la gouvernance, l'environnement réglementaire et le climat des affaires pour l'accès à l'énergie, la définition

et la mise en œuvre de stratégies énergétiques visant les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et l'intégration des énergies renouvelables dans les systèmes électriques.

Ce faisant, les opérateurs et professionnels du secteur énergétique seront en mesure de tisser des liens et de partager expériences et des acquis, de même qu'améliorer l'accès à l'énergie pour les populations de l'Océan indien.

Dans le cas mauricien, favoriser l'émergence de sources d'énergies renouvelables – des centrales solaires photovoltaïques et de fermes éoliennes, par exemple – permettrait de réduire la facture à l'importation pour l'huile lourde et le charbon. Selon le site de la State Trading Corporation, pour les 12 mois se terminant au 30 juin 2017, le pays a acheté quelque 450000 tonnes d'huile lourde. Dans l'équation de l'énergie renouvelable, il faut aujourd'hui considérer

la demande grandissante de voitures électriques. Le fabricant américain Tesla est un modèle ayant, jusqu'ici, les faveurs des investisseurs. Comment concilier ces tendances avec une région déficitaire en énergies renouvelables ?

« Ce rendez-vous régional autour de l'énergie se veut annuel afin de suivre les évolutions majeures du secteur », affirme la COI. Elle permettrait la tenue de discussions sur des questions plus spécifiques tels que le territoire et le développement durable, la mondialisation et de nouveaux marchés de l'énergie, les marchés énergétiques et le financement des investissements, les innovations technologiques, la recherche et le développement ou encore le changement climatique.